

et social global. Le Nord et le Sud collaborent pour améliorer la situation, non seulement par la solution à court terme que constitue l'aide alimentaire, mais également par des solutions à plus long terme comme un accroissement de la production alimentaire, des mesures de conservation, la planification familiale, la réforme foncière et la mise en valeur des pêcheries.

L'aide alimentaire constitue depuis longtemps la principale composante de l'aide canadienne au développement, et nous fournissons environ 600 000 tonnes de céréales chaque année, ainsi que d'autres denrées alimentaires. Comme solution à long terme, le Canada a récemment fait de l'appui du secteur agricole une priorité de son programme d'aide au développement. De même, lors de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue à Melbourne en octobre 1981, le Premier ministre a annoncé la création d'un Centre international de mise en valeur des océans qui aura spécifiquement pour mandat d'organiser l'exploitation des vastes océans du monde comme source d'alimentation.

Aide au développement

L'aide publique au développement -- subventions et prêts -- continue d'être l'élément central du développement de nombre des pays les plus pauvres. Depuis les années 50, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) administre notre programme d'aide. En 1979-1980, elle a fourni quelque \$1,25 milliard de dollars en aide. Sur ce montant, 48% ont été consacrés à des projets bilatéraux spécifiques, alors que 41% étaient affectés à des institutions multilatérales internationales au titre de projets dans des pays en développement. Une bonne partie du reste est allée à des organisations non gouvernementales comme le SUCO et OXFAM qui fournissent une aide aux pays du tiers monde, et au financement des activités du Centre de recherches pour le développement international, organisme international chargé de promouvoir la recherche dans les pays en développement.

Le Canada a pour politique de se concentrer sur les besoins essentiels des populations des pays les plus pauvres, notamment les populations des régions rurales, ainsi que sur l'énergie, l'agriculture et les ressources humaines. Le gouvernement s'est engagé à consacrer 0,5% du produit national brut à l'aide d'ici 1985 et à faire de grands efforts pour atteindre 0,7% d'ici la fin de la décennie. Conformément au Plan d'action adopté à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés tenue à Paris en septembre 1981, le Canada a accepté d'affecter 0,15% de son PNB à ces pays.

Développements récents

Lors du Sommet d'Ottawa de juillet 1981, les dirigeants des sept grands pays industrialisés ont consacré passablement de temps aux problèmes nord-sud, tout comme l'ont fait les chefs de gouvernement du Commonwealth réunis à Melbourne. Le Sommet Nord-Sud de Cancun, au